

Le nucléaire définitivement reconnu comme industrie verte par le Parlement européen

Par Le Figaro avec AFP

Publié le 21/11/2023 à 14:30,

Mis à jour le 21/11/2023 à 14:44



Les eurodéputés ont eux laissés le soin aux États membres de choisir les technologies à «zéro émission» qu'ils souhaitent favoriser au sein d'une liste élargie. *FREDERICK FLORIN / AFP*

Cette énergie cruciale dans le mix énergétique français bénéficiera ainsi d'assouplissements réglementaires de la part de l'Union européenne.

Une victoire politique et symbolique importante pour un secteur en plein renouveau. Le Parlement européen a voté mardi en faveur de l'inclusion du nucléaire parmi les technologies vertes à soutenir pour assurer la compétitivité et la souveraineté de l'Europe face à la Chine et aux États-Unis. Le texte, qui dresse une liste de technologies à «zéro émission» de gaz à effet de serre, constitue la position des eurodéputés sur un projet de règlement visant à défendre la production de ces filières décarbonées dans l'UE. Il fixe l'objectif à 2030 de produire sur le sol européen 40% des besoins de l'Union sur ces marchés, également convoités par la Chine et les États-Unis qui ont mis en place leurs propres mesures de soutien.

L'Union européenne prévoit essentiellement d'octroyer aux filières concernées des assouplissements réglementaires. Sur le fond, le texte n'est pas crucial pour l'industrie nucléaire, largement régulée au niveau national, mais il marque une victoire politique et symbolique importante. *«Je me réjouis que nous ayons pu intégrer le nucléaire au même niveau que les énergies renouvelables dans les technologies nettes zéro. Toutes ces sources de production d'énergie sont indispensables à la décarbonation de notre économie»*, a réagi l'eurodéputé Christophe Grudler (Renew, centriste).

Souveraineté énergétique

La proposition sera encore négociée avec les États membres. Ces derniers doivent adopter leur propre position prochainement et pourraient également plaider pour l'inclusion du nucléaire parmi les filières clé de la transition énergétique, au côté des panneaux solaires, des éoliennes, des batteries ou des pompes à chaleur... Il s'agit pour l'UE d'apporter un soutien réglementaire à ces industries pour atteindre la neutralité carbone en 2050, mais aussi de bâtir sa souveraineté énergétique.

Le projet initial de *«règlement pour une industrie à zéro émission»* de gaz à effet de serre, présenté le 16 mars, citait déjà le nucléaire parmi les moyens de décarboner l'économie, ce qui constituait une première victoire pour la France et une dizaine d'autres pays de l'UE comme les Pays-Bas, la Suède ou la Pologne, qui misent sur cette technologie. Mais, en pratique, n'étaient concernés que les futurs réacteurs de 4e génération et les petits réacteurs modulaires également en cours de développement. En outre, l'essentiel des aides était réservé à une liste restreinte de filières, dites *«stratégiques»*, dont le nucléaire restait exclu.

Les eurodéputés ont eux laissé le soin aux États membres de choisir les technologies à *«zéro émission»* qu'ils souhaitent favoriser au sein d'une liste élargie. Le plan prévoit notamment une simplification et une accélération des procédures et des octrois de permis pour les implantations industrielles, ainsi que des facilités de financement. Il innove en ajoutant des critères environnementaux aux appels d'offres publics, disposition qui pourrait avantager des fournisseurs européens dont les tarifs sont parfois plus élevés.

[La rédaction vous conseille](#)